

Le pouvoir aux travailleurs

14 Septembre 2008

N° 147

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

<u>SOMMAIRE</u>	<u>PAGES</u>
<u>EDITORIAL :</u>	
- UNE SOCIETE INJUSTE ET BARBARE QU'IL FAUT COMBATTRE ET CHANGER !	2
- UN EXEMPLE PARMIS D'AUTRES DE LA SITUATION DANS LES HOPITAUX	3
- LE GOUVERNEMENT JETTE NOS ENFANTS A LA RUE	3
- QUAND LES AUTORITES PRETENDENT COMMBATRE L'ANALPHABETISME !	4
- INCENDIE A YOPOUGON : LE MEPRIS DES DIRIGEANTS A L'ENDROIT DES SINISTRÉS	4 - 5
- INSALUBRITE: C'EST LE DERNIER DES SOUCIS DES AUTORITES	5
- ENTREPRISE DE RECYCLAGE DE SACHET PLASTIQUE - GG : LE CRI DE COLERE DES FEMMES !	6
- UNIVERSELLE INDUSTRIE DE COTE D'IVOIRE (UNICI) : UNE ENTREPRISE DE HORS LA LOI	6 - 7
- SATOCI-CIREPCI : C'EST LA MISERE QUI TUE LES TRAVAILLEURS	7
- PARCE QU'IL EST OUVRIER A FILTISAC, LE PROPRIETAIRE REFUSE DE LUI LOUER SA MAISON	8
- FILTISAC : PRET SCOLAIRE ET CORDE AU COU AUPRES DES MARGOUILATS!	8 - 9
- LES MAUVAISES CONDITIONS DE TRAVAIL A FILTISAC.....	9
- LE CALVAIRE D'UN TRAVAILLEUR FERRONNIER-SOUDEUR D'UNE ENTREPRISE DE VRIDI	9

**UNE SOCIETE INJUSTE ET BARBARE
QU'IL FAUT COMBATTRE ET CHANGER !**

C'est la rentrée scolaire. Les ouvriers doivent chercher l'argent pour leurs enfants. Mais où le trouver ? Ils ont beau se tuer au travail, le salaire ne suffit pas. Cela fait des années que les salaires sont restés à la traîne, alors que le coût de la vie ne cesse d'augmenter. Si au moins il y avait suffisamment d'écoles publiques pour permettre aux enfants de pauvres de les fréquenter, ce serait un problème en moins. Mais il n'y en a pas ! La grande majorité des enfants sont obligés de s'inscrire dans les établissements payants. Et par ces temps difficiles, pour un ouvrier, l'affaire n'est pas simple.

On peut faire le même constat en matière de santé. La semaine dernière, il y a eu ce drame vécu par cette jeune mère de famille qui a été amputée d'un bras suite à un accident survenu sur la route de Dabou. L'accident s'est produit à 11h. Il a fallu 3 heures pour l'évacuer aux urgences du CHU de Yopougon. A 23h elle a reçu les premiers soins. C'est 3 jours après qu'elle va subir une opération. Il était, bien sûr, trop tard. Le bras était touché par la gangrène. Pourquoi ? Parce sans argent, il n'y a pas de matériel, il n'y a pas de sang. Il faut tout payer. L'hôpital n'est public que de nom ! Les pauvres y vont pour chercher un ticket pour les cimetières ! Dans cette société, les chiens des riches sont sans doute mille fois mieux traités que les gens pauvres !

Les ordures qui s'entassent dans les quartiers pauvres témoignent de cette situation. Les riches, ne savent-ils pas que des gens meurent cadeau à cause de ça ? Mais où est leur problème ? Ce ne sont que des pauvres qui meurent, non ?

Et pourtant, ce n'est pas faute de moyen. L'Etat a l'argent pour assurer le mieux-être minimum pour la population : il y a le café, le cacao, l'hévéa, le pétrole, les industries, les banques, les coffres des riches, le port. Il y a aussi les TVA et autres taxes que tout pauvre de ce pays paye, ne serait-ce qu'en achetant son manger ou en payant son transport !

Mais l'Etat ne fait rien ! La grande partie de cet argent va dans la poche de la grande bourgeoisie, une petite partie dans la poche des hauts dignitaires qui se succèdent au pouvoir. Une autre partie est consacrée à l'entretien des quartiers des riches ; ramasser leurs ordures ; réparer leurs chaussées. Et pour leurs enfants qui n'étudient pas encore en France, il faut bien qu'ils aillent à l'école. C'est, ainsi que 3 milliards de francs ont été accordés en cadeau cette année pour remettre en état le lycée français, situé dans le quartier de la Riviera, où pas un seul enfant de pauvre ne sera admis !

Les riches et les défenseurs du système capitaliste estiment sans doute que le fonctionnement actuel de la société est le meilleur. Cette société leur permet de s'enrichir sur la sueur de tous ceux qui la font fonctionner.

Oui, cette société est profondément injuste et révoltante. Elle marche la tête en bas et les pieds en haut. Voilà pourquoi, elle ne peut pas être éternelle. Tôt ou tard, la classe ouvrière qui subit tout le poids de l'exploitation et de l'injustice finira par se révolter et inverser les rapports des forces. C'est à cela qu'il faut se préparer, dès maintenant. Les ouvriers qui ont conscience de cette réalité et les intellectuels qui le veulent, doivent se retrouver ensemble pour construire le parti de la classe ouvrière pour améliorer le sort de tous.

UN EXEMPLE PARMIS D'AUTRES DE LA SITUATION DANS LES HOPITAUX

Récemment une femme a été victime d'un accident de la circulation sur l'axe Dabou - Abidjan. Elle a été blessée à un bras suite à un bris de glace. Conduite au CHU de Yopougon, une opération rapide devait apparemment se faire d'après les médecins pour lui permettre de guérir. Mais finalement, son bras a été amputé pour éviter la gangrène.

Comment en est on arrivé à cette ultime solution ? Dans le « kit opératoire » qui lui a été prescrit, il lui fallait deux poches de sang pour pouvoir être opérée. C'est là que la situation s'est compliquée. Les responsables de l'hôpital déclarent ne pouvoir en fournir qu'une seule poche par jour pour chaque cas alors que la gravité de la blessure de l'accidentée nécessitait deux poches de sang. Il a fallu un délai de trois jours à son conjoint pas très argenté, pour collecter la quantité nécessaire pour que l'opération puisse avoir lieu. Cette attente a été préjudiciable à la victime et finalement elle a fini par perdre son bras.

Si ce couple était riche la quantité de sang nécessaire aurait été procurée rapidement car les poches (comme d'ailleurs le moindre médicament et les perfusions) font l'objet de commerce dans les hôpitaux.

Interrogés, les médecins accusent le manque de matériels et le fait de ne pas

avoir obtenu rapidement les poches de sang. Ces drames révoltants ne sont pas isolés.

Aujourd'hui, le manque d'équipements dans les hôpitaux est criant. Que ce soit les CHU (Yopougon, Cocody ou Treichville), ces centres ne sont plus que l'ombre d'eux-mêmes. Des services entiers fonctionnent à peine ou pas du tout par faute de matériels. On peut facilement passer des jours avant d'avoir accès à des soins. Les urgences ne le sont que de nom ! Cela à cause du désengagement de l'Etat dans les dépenses publiques. Chaque année, le budget pour les hôpitaux s'amenuise. Selon certains membres du personnel du CHU de Yopougon on se rend compte que de simples linges pour recouvrir les malades en salles d'opérations manquent !

Cette dame a payé sous forme de la perte de son bras la fuite en avant des autorités en matière de santé. Elle ne pourra plus exercer son métier de vendeuse, ni même s'occuper d'elle-même ! C'est toute sa vie qui bascule dans le drame !

Pourtant de l'argent, il y en a dans ce pays. Mais il sert à toute autre chose comme construire un Mémorial, des maisons de députés, toutes choses qui ne sont pas prioritaires !

LE GOUVERNEMENT JETTE NOS ENFANTS A LA RUE

Le ministre de l'éducation nationale Bleu Lainé a donné le nombre de candidats orientés en classe de seconde. Ainsi sur un total de 186.194, seulement 49.102 ont été orientés en classe de seconde soit 26,37% et 19.218 autorisés à redoubler la classe de 3ème. Les 117.874 restants sont tout simplement renvoyés des établissements publics et abandonnés à eux-mêmes. C'est-à-dire que ce sont leurs parents qui devront payer leur scolarité dans les établissements privés.

Ce grand nombre d'élèves jetés à

la rue s'explique par le fait que le ministre de l'éducation nationale a cessé depuis l'an dernier d'orienter les élèves dans les établissements privés ; les établissements publics étant insuffisants et souffrant déjà de surnombre.

Le pouvoir se soucie peu de l'avenir des enfants de la population pauvre. Parallèlement, il n'a pas hésité à investir plus de 3 milliards pour la reconstruction du seul lycée Blaise Pascal, une école pour enfants de riches.

L E U R S O C I E T E

QUAND LES AUTORITES PRETENDENT COMMBATRE L'ANALPHABETISME !

A la faveur de la journée mondiale de l'alphabétisation, le constat est que près de 64% de la population ivoirienne, dont 51% de femmes, ne savent ni lire ni écrire. Les autorités prétendent vouloir réduire le taux d'analphabétisme de 50% d'ici à 2015. Quand on voit le peu d'efforts fait par le gouvernement en matière d'éducation, on peut affirmer qu'il s'agit de bobards.

Aujourd'hui, on parle de l'école gratuite mais tous ceux qui sont allés inscrire leurs enfants savent ce qu'il en est. On n'en finit pas de payer. De plus de nombreuses régions du pays n'ont pas d'écoles. De ce fait, des milliers d'enfants sont éliminés d'office.

Ajouter à cela, les revenus des parents qui sont tellement insuffisants que c'est souvent tous les bras qui sont mobilisés, même ceux des enfants. Dans ces conditions, comment peut-on parler de scolarité ?

Aujourd'hui même ceux qui vont à l'école étudient dans des conditions tellement catastrophiques que beaucoup d'enfants savent à peine bien s'exprimer ou écrire correctement au sortir du collège. Quelle bonne formation peut-on recevoir lorsqu'il y a 100 élèves dans une seule salle de classe ? Il faudrait au moins qu'il y ait un nombre suffisant de salles de classes et d'enseignants !

Quant à ceux qui ont dépassé l'âge de s'insérer dans le circuit scolaire normal, rien n'est fait pour eux par l'Etat. Ils sont obligés de trouver une autre formule pour apprendre à lire et à écrire telles que les « cours du soir ». Elles sont payantes. L'Etat ne fait rien dans ce sens. Ce terrain est laissé aux ONG.

On voit difficilement alors comment les autorités comptent résoudre le problème de l'analphabétisme. Cela n'est prioritaire que dans leurs discours !

INCENDIE À YOPOUGON : LE MEPRIS DES DIRIGEANTS A L'ENDROIT DES SINISTRÉS.

Dans la nuit du 8 septembre 2008, un incendie a ravagé le sous quartier Doukouré sis à Yopougon. En cette nuit, des familles se sont retrouvées à la rue après que tous leurs biens sont partis en fumée. Les pompiers n'ont pu arriver à temps et ce sont les populations qui se sont battues contre les flammes pour circonscrire l'incendie.

Les habitants de ces quartiers sont des ouvriers, des employés de maisons et autres personnes vivant des petits métiers. Mais aujourd'hui le travail rapporte tellement peu que les travailleurs sont obligés de loger dans les

quartiers précaires comme Doukouré qui essaient partout dans les dix communes d'Abidjan. Ils sont obligés de s'éclairer à la bougie et ne disposent pas d'eau courante ! Cela, en plein Abidjan. Il est là le scandale !

Après le sinistre, un représentant du président a donné 5.000.000 Fr et le maire de la commune a offert quelques matelas. Mais qu'est-ce que cela peut représenter pour toutes ces familles qui ont tout perdu dans les incendies ? Cela montre tout le mépris des autorités de ce pays envers les travailleurs.

L E U R S O C I E T E

Ils se contentent de venir verser des larmes de crocodile et se faire de la publicité à chaque fois qu'un malheur frappe ces quartiers ouvriers. Inévitablement, d'autres incendies se reproduiront ici ou là, tant les conditions

sont misérables. De plus, le matériel et les véhicules mis à la disposition des pompiers sont loin d'être suffisants face aux besoins d'une grande ville comme Abidjan.

INSALUBRITE: C'EST LE DERNIER DES SOUCIS DES AUTORITES.

Les tas d'ordures, les poubelles qui débordent, font partie du paysage d'Abidjan, surtout dans les quartiers où vivent et travaillent les petites gens et les travailleurs. A Adjamé, le boulevard Nangui Abrogoua croule sous des montagnes d'immondices au milieu desquelles des vendeuses installent leurs marchandises. Ce même fait est constaté à Abobo. Les gens ne savent plus où déposer leurs déchets. La concentration humaine due au marché de cette ville très peuplée et à sa gare routière est un facteur aggravant. De ce fait les alentours de la mairie sont devenus un déversoir à ordures. Le long du boulevard principal jusqu'au rond point de la gendarmerie, les déchets ménagers sont déposés sur le trottoir souvent sur la chaussée comme à pk 18 derrière pont. A Williamsville, une partie de la route est occupée par les ordures.

Les grandes poubelles de collecte sont pleines à craquer et mettent des semaines avant d'être vidées. Et même dans certains quartiers elles n'existent qu'en théorie. Alors les populations vivent en plein dans les ordures dégageant des mauvaises odeurs et cause principale de plusieurs maladies épidémiques telles que la fièvre typhoïde, le cholera, la fièvre jaune etc. Le ministre de la santé prétend lutter contre la fièvre jaune et a même entamé une campagne de vaccination en août dernier.

Mais tant que l'insalubrité n'est pas réellement combattue, les microbes et

virus continueront de proliférer. Le gouvernement pour soit disant résoudre le problème de l'insalubrité a créé un ministère de la Ville et de la Salubrité Publique. Ce ministère célèbre dans la construction de monuments, a mis en place l' « agence nationale de la salubrité urbaine » (Anasur); une structure chargée du ramassage des déchets et de leur transport à la décharge d'Akouedo. Cela en remplacement du District d'Abidjan qui a été trempé dans l'affaire des déchets toxiques.

Mais ce changement d'équipe n'a rien changé. Dans le quotidien Nord Sud du 04 septembre 2008, un responsable de l'Anasur avouait : « seulement 1 % des ordures est ramassé par jour... ». Pour le ramassage de ces déchets, les mairies d'Abidjan prélèvent des taxes à tous ceux qui exercent une activité. Tout le monde sait que la corruption et les détournements existent et que tout l'argent des taxes n'est pas forcément consacré au ramassage des déchets et à leur acheminement vers les endroits réservés à cet usage. Les agents municipaux font ce qu'ils peuvent. Eux-mêmes sont souvent débordés et finalement impuissants face à l'ampleur de ce fléau qui nécessite une implication sérieuse de l'Etat lui-même, ce qui n'est vraiment pas le cas à l'heure actuelle. Les hauts dirigeants de ce pays attendent peut-être que les habitants des quartiers populaires aillent déposer les ordures devant leurs portes, avant de réagir !

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

ENTREPRISE DE RECYCLAGE DE SACHET PLASTIQUE - GG : LE CRI DE COLERE DES FEMMES !

Notre entreprise a pour spécialité le recyclage des matières plastiques usées. C'est là qu'est destiné les sachets et autres matières en plastiques que des femmes, des hommes et des enfants ramassent dans des poubelles ou à la décharge d'Akouédo.

Je fais partie d'une équipe de femmes, nous sommes plus d'une centaine, qui ont pour tâche, le triage des sachets par genres et couleurs. Par exemple, quand les sachets et les matières plastiques arrivent dans l'usine, ils sont mélangés en un seul tas. Ils contiennent toutes sortes de saletés humaines comme animales. Nous les en débarrassons d'abord. Ensuite vient le triage. Ce travail, nous le faisons sans gant ni masque anti-poussière. C'est à la fin de tout ce grand travail que les contremaîtres viennent pour faire la pesée car nous sommes payés au rendement. 1 Kg est égal à 5 Fr. Pour pouvoir atteindre 1.500 Fr par jour il faut

se réveiller de bonne heure et travailler dur comme une bête de somme. Mais quand même, quelques unes parmi nous font cet effort. Mais elles ne sont pas pour autant récompensées. A la quinzaine, tout le monde se retrouve avec 12.000 Fr ou souvent moins que ça pour 12 jours de travail.

Un autre problème est l'irrégularité de la paie. Depuis la première quinzaine du mois d'août, nous n'avons rien perçu jusqu'à présent. Non seulement le gain est minable mais son irrégularité nous enfonce dans des prêts qui nous tiennent à la gorge aujourd'hui. Dans ces conditions, en cas de maladie choppée dans ces poussières de déchets, elle ne peut que nous emporter comme c'est le cas régulièrement.

Il est grand temps qu'on s'organise pour faire avaler un jour toutes ces saletés à la direction !

UNIVERSELLE INDUSTRIE DE COTE D'IVOIRE (UNICI) : UNE ENTREPRISE DE HORS LA LOI

UNICI est une entreprise à deux unités, une où on fabrique des tôles appelées « super tôle » et l'autre unité où on fabrique des fers à béton et des pointes. Elle emploie plusieurs dizaines de travailleurs. Mais nous travaillons au noir car aucun de nous n'est ni embauché ni déclaré à la CNPS.

Dans l'unité de fabrication des pointes et fer à béton, il n'y a que quelques travailleurs qui ont plus de 6 ans d'ancienneté. Mais ces derniers sont toujours des journaliers. Pour nous maintenir dans la précarité, la direction veille au grain. Quand tu atteints les

deux ans, tu es automatiquement renvoyé et c'est après quelques mois que tu peux encore postuler comme un nouveau travailleur.

Dans cette entreprise, le patron fait ce qu'il veut et se comporte comme un hors la loi. Pour mener à bien ses magouilles, nous sommes payés main à main sans bulletin. Notre salaire est de 48.000 Fr par mois pour 26 jours de travail, car nous travaillons 6 jours par semaine et 8 h 30mn. par jour. Les heures supplémentaires ne sont jamais payées. Pour avoir les 48.000 Fr, il faut être toujours présent au travail.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

Il n'y a pas d'arrêt maladie chez nous. Quand un travailleur est blessé, si la blessure est considérée légère par le patron, il se débrouille lui-même pour ses soins. En cas de graves blessures comme c'est souvent le cas, il l'emmène en clinique mais les jours de convalescence ne sont pas pris en compte.

Les difficultés dues à ces salaires de misère ont poussé quelques uns de nos collègues à vouloir demander des prêts scolaires. Quoi de plus normal pendant ces périodes difficiles de rentrées des classes ? Mais ils viennent de faire les frais de l'intransigeance patronale. Sous prétexte que nous sommes considérés comme des journaliers. Il a donné

quelques jours de repos pour faire effacer leur ancienneté qui leur fait prétendre à ce prêt. Le pire est qu'ils risquent de perdre leur poste.

Pour le moment, ce qui fait murmurer tous les travailleurs c'est que ce patron vient de nous voler la moitié des 5.000 Fr d'indemnité de transport que nous devons percevoir fin août dernier. Il a dit que c'est 2.500 Fr qu'il peut donner et c'est ce qu'on a vu dans notre enveloppe.

Espérons que ces murmures se transforment en une colère et explose violemment pour ramener ce patron esclavagiste à nous considérer et à arrêter de nous voler vis-à-vis.

SATOCI-CIREPCI : C'EST LA MISERE QUI TUE LES TRAVAILLEURS

La Cirepci est une branche de Satoci. Dans cette unité, on fabrique des biscuits, des serpillières et autres produits. Cette branche emploie un peu plus de 400 travailleurs dont la majorité sont des embauchés. Depuis trois ans, des travailleurs meurent de manière subite et en cascade. Ceux qui ont encore la chance d'être en vie et la force de continuer à trimer, ont peur et s'interrogent sur la cause de tant de décès.

Mais en réalité il n'y a rien d'étonnant. La cause principale est l'exploitation qu'ils subissent. Ils touchent dans l'ensemble un salaire de misère. Il y a quelques mois, le patron a procédé à un changement de catégorie. Ce fut là le résultat d'une mobilisation des travailleurs. Mais même là, c'est toujours du pareil au même car de la 2^{ème} à la 3^{ème} catégorie, ils perçoivent une différence de moins de 2.000 Fr sur la paie du mois. Ainsi, les embauchés touchent 64.000 F/ mois pour 22 jours de travail. Soit 2.900 par jour. Les journaliers eux, touchent

36.000F par mois. Ce qui fait 1.800 F par jour, tout compris. Pour avoir ce salaire au complet, il faut être toujours présent au travail, malade ou pas. Et c'est avec ce salaire de misère que les travailleurs doivent faire face aux problèmes de transport, de santé et autres dépenses quotidiennes. Même quand un travailleur pique une crise ou un malaise à l'intérieur de l'usine, il n'a droit qu'à une ordonnance. L'infirmerie n'existe que de nom. Il n'y a même pas un comprimé d'aspirine. Du coup, les travailleurs ne s'y rendent plus.

C'est toute cette exploitation et la détresse qui en découle, qui minent les travailleurs. C'est à cette situation qu'il faudrait mettre fin. Pour cela, il faudra dépasser l'esprit corporatiste et créer l'unité avec les journaliers ; l'unité avec les travailleurs des usines avoisinantes de la zone. C'est nous tous qui vivons la même galère. C'est tous ensemble que nous pouvons imposer à nos patrons une amélioration de nos conditions de vie et de travail.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

PARCE QU'IL EST OUVRIER À FILTISAC, LE PROPRIÉTAIRE REFUSE DE LUI LOUER SA MAISON

A Filtisac, les conditions d'existence des ouvriers ne se racontent pas. C'est avec assez de douleurs que chacun se confie à son voisin.

Comment il mange avec sa petite famille ; comment il paie ses factures de loyer, d'électricité, de l'eau, etc ; combien il donne à sa femme comme argent de marché ; quels genres de chaises il a à la maison et dans quel état sont-elles ; combien de fois peut-il se permettre de rendre visite à ses parents ou amis, dans une même ville comme Abidjan.

Voici un ouvrier de Filtisac qui s'est vu refuser la location d'une maison par son propriétaire.

Il y a quelques semaines des ouvriers recevaient leur prêt scolaire à hauteur de 300.000 Fr pour certains et 150.000 Fr pour d'autres. Avec le maigre salaire que les ouvriers perçoivent à Filtisac, il est difficile de faire des économies. Une occasion était donc donnée à cet ouvrier de pouvoir s'acquitter de la caution exigée.

En effet, depuis quelques années les propriétaires de maisons ne cessent d'élever le coût du loyer et fixer des sommes exorbitantes pour la caution. Cependant cet ouvrier a réussi à réunir les moyens qu'il faut. Mais pour être

rassurer que son loyer sera payé régulièrement, le propriétaire se renseigne et apprend que son hôte est ouvrier à Filtisac. Du coup, le propriétaire refuse carrément de lui louer sa maison parce qu'un ouvrier de Filtisac ne peut pas, selon lui, assurer convenablement le règlement de son loyer à chaque fin du mois.

Il est clair que cette situation catastrophique des ouvriers n'est pas propre à Filtisac. Effectivement, les ouvriers sont trop endettés. Ils sont nombreux à devoir des arriérés allant jusqu'à cinq mois, comme le voisin de ce dernier. La plupart habitent les cours communes dont les maisons sont dans un état de dégradation avancée. Pour une petite pluie, toute la maison ou une partie est inondée. Les toilettes sont remplies ou bouchées et sont souvent sans toiture ou porte. Les propriétaires refusent d'aménager comme quoi les loyers ne sont pas versés.

La bourgeoisie rend la vie des ouvriers de plus en plus invivable. Elles dépouillent ces derniers de tout : leur force de travail, leur salaire, leur dignité. Les travailleurs de quelque ethnie, religion, région ou corporation qu'ils soient ont intérêt à s'organiser pour freiner un temps soit peu tous les maux qu'ils subissent de la part de la bourgeoisie.

FILTISAC : PRÊT SCOLAIRE ET CORDE AU COU AUPRES DES MARGOULLATS!

La seule solution que le patron a trouvée pour la rentrée scolaire, c'est de proposer un prêt de 300.000 Fr aux ouvriers qui acceptent de ne plus prendre d'avance à la quinzaine et 150.000 Fr aux autres.

Dans tous les cas, pour nous autres ouvriers, ce n'est pas une vraie

solution. Parce que cet argent, il faudra bien le rembourser. Or, le salaire, même plein est déjà insuffisant. Il faudra donc, pour beaucoup d'entre nous, recourir aux margouillats pour joindre les bouts, avec les conséquences dramatiques qui résultent de ces prêts auprès des personnes sans scrupules.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

De plus, sont exclus d'emblée, de ce prêt, les ouvriers déjà endettés et les journaliers. Ce qui signifie que pour la majorité de l'effectif de Filtsac, la rentrée

scolaire est un casse tête. Ce qu'il nous faudrait, c'est un salaire normal qui nous permette de mener une vie digne.

LES MAUVAISES CONDITIONS DE TRAVAIL A FILTISAC

Pour le patron, tout ce qui compte c'est sa production et les profits qu'il peut en tirer. Nos problèmes, ce n'est pas son affaire. Mais cela, ce n'est pas une nouveauté, surtout pour les plus anciens d'entre nous. Beaucoup d'entre nous ont déjà laissé leur santé et ont en mémoire des collègues qui ont péri. C'est le cas de

cet ancien « imprimeur », il n'y a pas encore longtemps. A force de respirer les produits toxiques tel que le « diluant » utilisé pour imprimer les sacs, il a succombé à son intoxication. Filtsac n'ignore pas que ce produit est depuis longtemps interdit d'utilisation en Europe.

LE CALVAIRE D'UN TRAVAILLEUR FERRONNIER-SOUDEUR D'UNE ENTREPRISE DE VRIDI

Voici le témoignage d'un ferronnier soudeur qui travaille dans une entreprise de ferronnerie à Vridi. Il habite le quartier zoo. Chaque matin, il marche jusqu'Adjamé pour emprunter le bus pour se rendre au travail et c'est la même chose les soirs quand il rentre. Il voudrait bien habiter non loin de son lieu de travail mais son salaire ne lui permet pas le déménagement à cause des frais de caution et d'autres frais de déménagement. Cela fait plus de cinq années qu'il habite le quartier dans un logement à proximité d'un dépôt. Cette baraque lui coûte 7.000 francs par mois. Il a accepté ce travail pensant qu'il aurait une amélioration dans l'avenir. Mais cela dure depuis trois ans et son salaire n'a pas changé alors que tout a augmenté.

Son deuxième fils vient de décéder après le décès du premier, l'an dernier, suite à un paludisme. Il n'avait pas d'argent pour acheter les médicaments que le médecin avait prescrits. Après avoir effectué des démarches auprès de son employeur pour un prêt afin de soigner son fils, il n'a rien obtenu et sa progéniture est décédée à la maison par manque de soin. Un jour après l'enterrement il a repris le chemin du travail.

Ce travailleur n'est pas le seul à vivre un tel cauchemar. Ils sont nombreux ces ouvriers qui perdent des proches à cause de maladies bénignes qui sont pourtant facile à guérir, à condition d'en avoir les moyens.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- œuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation